



Compte-rendu CGT Réunion CPPNI SPSTI du 20 février 2025



■ **Ordre du Jour:**

- **Négociations portant sur les rémunérations minimales annuelles garanties**
- **Questions diverses**

► **DÉCISIONS**

- Proposition DP d'une augmentation des RMAG de 1.2%.
- Proposition d'IK à 0.58 euros/km
- Proposition de frais de repas à 20 euros

1) Négociations portant sur les rémunérations minimales annuelles garanties

La CGT demande depuis longtemps de connaître le nombre de SPSTI appliquant le RMAG. Selon la DP, il n'existe pas de SPSTI entièrement aux RMAG, mais, au sein de ces services, des métiers y sont et d'autres pas.

La CGT et une autre OS rappellent le retard existant entre l'inflation et les augmentations RMAG précédentes. Mais pour la DP, les SPSTI versent la PPV (prime de partage de la valeur) donc il n'y a pas de retard.

Les OS demandent de connaître le nombre de services qui la verse, sans obtenir l'information.

La première proposition de la DP s'établit à 0,7 %.

L'intersyndicale propose 4 %.

La CGT rappelle le delta existant entre la progression du SMIC et la moyenne de progression des RMAG depuis 2017 (et ce, malgré les augmentations en lien avec la nouvelle classification des emplois). Ce delta est de 2,1 %, en défaveur des RMAG. En effet, l'augmentation du SMIC depuis 2017 est de 20,71 % et celle de nos RMAG de 13,60 % soit 7,11 % de différence. L'impact de l'évolution des RMAG suite à la nouvelle classification est en moyenne de 5,01 %.

Après plusieurs échanges et suspension de séance, la DP accepte de proposer 1.2 %, sa dernière limite, quand les OS demandaient 1.5 %.

La CGT indique qu'à 1.2 % sa position est plutôt contre, mais doit également attendre le retour de son instance de décision (la commission exécutive).

Concernant les IK et les frais de repas, la proposition de la DP est la suivante :

IK : 0,58 euro (augmentation de 5,3 %)

Frais repas : 20 euros

2) Point sur la classification

Une OS dit que le niveau 2 est systématiquement refusé et que des secrétaires sont déclassées par le biais d'avenant au contrat de travail, où elles deviennent classe C : agent d'accueil. Et que des services profitent de la nouvelle classification pour faire des avenants aux contrats de travail en y incluant d'autres éléments sans lien avec la classification.

La DP confirme qu'il n'y a pas de possibilité de déqualification avec la nouvelle classification concernant la rémunération, qui ne doit pas être inférieur.

Une OS dénonce une confusion entre mission auxiliaire et contribution complémentaire dans certains SPSTI.

Pour la DP, une contribution complémentaire n'est pas une compétence supplémentaire, mais doit répondre à une mission du SPSTI.

La CGT demande si un SPSTI peut signer un accord intitulé « minimas conventionnels » et créer une classe intermédiaire (dans le cas cité, dans une même classe J, le SPSTI a créé deux minimas conventionnels différents, qui ne correspondent pas aux minimas de branche).

La DP confirme que la création de nouvelles classes n'est pas possible. Elle indique que les retours des RH l'amènent à constater que les emplois peuvent tous être inclus dans la nouvelle classification des emplois repères.

Les OS questionnent des Fiches références Presanse diffusées dans les SPSTI et qui proposent des « fonctions types ».

La DP indique qu'il s'agit d'un outil initié par la commission RH de Presanse, en coopération avec le cabinet Thomas Legrand et qui a pour but d'identifier les compétences des emplois repères.

La DP considère que cet outil est une déclinaison des compétences, pour aider les services à répondre aux exigences de la certification sur le volet compétence. Il est présenté aux services sans obligation de l'utiliser.

Les OS demandent si les représentants du personnel sont informés de ces fiches.

La DP répond que ce n'est pas une obligation et que ce travail est indépendant de l'accord.

Elle considère que l'évaluation des compétences n'est pas une habitude dans les SPSTI, mais que cela devient une obligation du fait de la certification. Il s'agit, selon la DP, d'avoir une évaluation de la professionnalisation de la filière.

La CGT craint que ces nouvelles fiches deviennent des critères classants et soient utilisées lors des entretiens avec les salariés.

Pour la DP, ce ne sont pas des critères classants, mais l'identification des compétences.

La CGT indique qu'elle sera vigilante sur le terrain.

3) Questions diverses

RAS

Prochaine CPPNI : 25 mars 2025